

Européennes : Assez de dissimulations !

POLITIS

par Michel Soudais

Au lieu d'amuser le bon peuple avec les pages d'écriture de notre [cher Président](#) et de sa complice d'outre Rhin, le *JDD* aurait été plus utile (mais est-ce son objectif ?) en nous révélant ce que ces deux compères et leur acolytes européens nous préparent dans la vie réelle.



Le document que je vous invite à découvrir et à lire n'a été présenté sur aucune chaîne de télévision, ni sur aucune radio. Pas un journal de référence (vous savez ceux qui entretiennent des correspondants à Bruxelles) n'en a soufflé mot. Seul *l'Humanité* en a révélé, paraît-il [1], la teneur. Celle-ci est bien différente de [l'Europe censée nous protéger](#) promise par Sarkozy et Merkel dans leur tribune commune dont toute la presse s'émerveille.

Publié le 28 avril sous la référence 8250/09 [2]il émane du Conseil européen (chefs d'Etat et de gouvernement). Ce qui signifie qu'il a été discuté et approuvé par eux. Nicolas Sarkozy ne peut pas ignorer à Paris ce qu'il a accepté à Bruxelles.

Il rassemble les recommandations que fait le Conseil européen (sous le contrôle et les conseils de la Commission européenne, après que le Parlement ait formulé un avis) aux pays de l'Union pour les politiques à mettre en œuvre de manière coordonnées.

C'est pourquoi **sa lecture est éclairante sur ce que le gouvernement nous prépare.** On y trouve consigné en effet, dans les grandes lignes, les principales orientations et réformes sur lesquelles le gouvernement s'est

engagé sans, bien évidemment, en faire la moindre publicité dans le cadre de la campagne européenne. Il ne manquerait plus que les électeurs soient informés !

Baisse des salaires

S'agissant de la zone euro (pages 86 à 89), on y apprend que pour ces messieurs (et Mme Merkel) « *le potentiel de croissance des Etats membres de la zone euro est fortement tributaire de l'intensification des réformes visant à faciliter les ajustements du marché du travail et à renforcer la concurrence dans le secteur des services* ». Rien que ça, cela ne me dit rien qui vaille. D'ailleurs, « *dans les économies caractérisées par d'importants déséquilibres extérieurs, l'évolution des coûts du travail doit tenir compte des positions concurrentielles intrazone* ». Si comme moi vous ne comprenez pas tout ce charabia, je pense que vous avez au moins compris qu'**on va baisser vos salaires pour les aligner sur les plus bas**.

Il est aussi demandé aux Etats membres d'appliquer rapidement « *les dispositions législatives communautaires* », de veiller (malgré la crise), de mettre leur administration et leurs finances publiques au service des « *intérêts d'un marché unique dynamique et concurrentiel* », de respecter le pacte de stabilité et de croissance, de mettre de la flexicurité et de la flexibilité partout...

Croissance zéro des dépenses publiques...

Les recommandations spécifiques faites à la France sont aux pages 30 à 32. Après évaluation par la Commission et le Conseil de la compatibilité des mesures de relance de l'activité économique avec le pacte de stabilité et de croissance, on y découvre que « *des efforts supplémentaires sont nécessaires pour améliorer l'assainissement budgétaire à moyen terme, renforcer la concurrence dans les secteurs de l'énergie et du fret ferroviaire ainsi que dans les professions réglementées, pour moderniser encore (sic) le marché du travail et augmenter les possibilités de formation professionnelle* ». Plus précisément, « *le Conseil recommande à la France de poursuivre la mise en œuvre des réformes structurelles* ». C'est ainsi qu'il préconise une « *croissance zéro des dépenses publiques* » qui « *devrait aller de pair avec une nouvelle amélioration (resic) des systèmes de retraite* ». En clair, attendez-vous à apprendre qu'**il faudra travailler plus longtemps pour des retraites plus faibles**.

Autre préconisation du Conseil : « *Améliorer encore (re-resic) le cadre global régissant la concurrence* », tout particulièrement dans les « *industries de réseau (gaz, électricité et fret ferroviaire)* », ce qui veut dire **plus de privatisation ou de libéralisation** dans ces secteurs avec les démantèlements que cela implique pour des entreprises comme EDF ou

GDF [3]. Mais aussi « *en assouplissant les réglementations restrictives appliquées aux secteurs et professions réglementées, en particulier dans le secteur des services* ». Traduction : le gouvernement Sarkozy est prié de **transcrire au plus vite dans le droit français [la directive Bolkestein](#)**. Pour finir et afin de « *moderniser encore (re-re-resic) le marché du travail* » le Conseil demande de « *réduire la segmentation entre les différents types de contrat* ». Un seul contrat flexible pour tous, c'est le grand rêve des libéraux et du Medef !

Vous ne serez pas étonnés d'apprendre qu'à la demande du gouvernement, le débat sur le prochain Conseil européen, prévu le 4 juin à l'Assemblée nationale, a été déprogrammé hier. Il est reporté au 10 juin, trois jours après le scrutin...

Notes

[1] Je ne l'ai pas trouvé en kiosque.

[2] Vous pouvez le lire [sur](#) même ligne.

[3] C'est les Verts qui vont être contents. Ils détestent tellement le nucléaire qu'ils veulent tuer EDF avec.